

[Text]

Subsequently, the Regional Director of Finance noted on the approval letter that verbal approval had been received from the Assistant Deputy Minister to purchase computers in terms of numbers to a total requirement to satisfy program needs. The region subsequently purchased eight computers, utilizing the services of the Department of Supply and Services.

The point is whether there is too much authority and freedom within departments to allow the purchase of goods and services, goods in this case, for the departments, over and above what may be required as... At one point it was indicated that they only needed three, and they subsequently bought eight by going a different route. Is this not really the real problem we are facing in government? People have authority, they find other funds within the system, and all of a sudden, bang, we have a problem. Some overzealous individual may have gone overboard to purchase things, and here is the prime example, pointed out by this report. Have you looked into that? How many millions of dollars might that be costing us right now?

**Mr. Shelton:** Let me comment on that, perhaps a little bit outside of the scope of some of our study work, but reflecting on it. I think what you are addressing there is perhaps a different problem than the procurement system. You are talking about what authority level should be given and how much spending authority is at different levels. Our general feeling, I think, particularly in the context of regional procurement is that you should push that responsibility down to remove all the constraints, cross-checks, and double-checks, which tend not to be very effective. There are other ways. Presumably, you can look at people fitting within their budgets. Everybody has budget constraints. If the person who bought eight microcomputers when he only needed three used up his budget, then he should in effect get penalized somewhere else in terms of his total expenditure and how he can do his job.

If you are talking about whether we have enough control on expenditure, I think that is another question. Rather than try to get that control by setting in place numerous levels of approvals and numerous levels of audits and continuing red tape and bureaucracy... I do not believe that is the effective way to do it.

**Mr. Holtmann:** I just want to make one small comment before we go to round two, Mr. Chairman. I have been here darn near 21 months, and I do not recall anybody who has ever penalized for spending too much federal government money. We might have moved a few people around, but nobody has been really penalized. I think we have had overruns. In this book, you will also find an overrun by departmental people of \$1.4 million in one case, and I do not think anybody is ever going to get penalized or go to jail for misspending or misappropriating, or whatever the words you want to use, our government money. I am surprised that... well, maybe you have addressed it, because I have not gone

[Translation]

Par la suite, dans sa lettre d'approbation, le directeur régional des Finances indiquait qu'il avait obtenu l'autorisation verbale du sous-ministre adjoint pour acheter un certain nombre d'ordinateurs afin de répondre aux besoins du programme. La région a donc acquis huit ordinateurs, en faisant appel aux services du ministère des Approvisionnements et Services.

La question, ici, est de savoir si les ministères jouissent d'une liberté et d'une autorité trop grandes au niveau de l'acquisition de biens et de services, de biens dans le cas présent, en sus des besoins... À un moment donné, on disait que le service en question n'avait besoin que de trois ordinateurs, mais il a trouvé moyen d'en acheter huit en passant par une autre voie. N'est-ce pas là vraiment le noeud du problème dans l'administration gouvernementale? On donne une certaine autorité aux gens, ils trouvent moyen de dénicher des fonds additionnels dans le système, et tout à coup, nous avons un problème sur les bras. Un employé un peu trop zélé peut perdre les pédales au moment d'acheter certaines choses, et en voilà un exemple flagrant dans ce rapport. Avez-vous examiné ce genre de situations? Combien de millions de dollars croyez-vous que cela nous coûte à l'heure actuelle?

**M. Shelton:** Même si cela ne cadre pas tout à fait dans notre propre étude, j'aimerais vous répondre en tenant compte de nos conclusions. Je crois que la situation dont vous parlez ne concerne pas directement le système d'acquisition. Vous parlez plutôt des paliers d'autorité et de l'autorité de dépenser qui existent aux divers niveaux. De façon générale, dans le contexte des acquisitions régionales, nous croyons que la responsabilité devrait être dévolue à des paliers inférieurs, afin d'éliminer toutes les restrictions et les vérifications doubles qui n'augmentent en rien l'efficacité du système. Il y a d'autres façons de procéder. Par exemple, on peut voir comment les gens respectent les budgets qui leur sont imposés. Après tout, tout le monde a des restrictions budgétaires. Si la personne qui a acheté huit ordinateurs au lieu de trois a épuisé son budget, il faudrait pouvoir bloquer son pouvoir d'achat au maximum préétabli et l'obliger à travailler dans les limites budgétaires prescrites.

Par contre, si vous voulez savoir si le gouvernement contrôle suffisamment les dépenses, c'est une autre question. Je ne crois pas que la meilleure façon de le faire soit d'établir divers paliers d'approbation et de vérification ou d'augmenter la paperasserie et la bureaucratie.

**M. Holtmann:** J'aimerais faire une dernière petite remarque avant de passer au deuxième tour, monsieur le président. Cela fait près de 21 mois que je suis ici, et je n'ai jamais vu personne de pénalisé pour avoir dépensé trop d'argent du gouvernement fédéral. Il y a peut-être eu quelques mutations, mais personne n'a vraiment été pénalisé. Il y a eu des dépassements de coûts. Dans le même rapport, on donne aussi l'exemple d'un dépassement de 1,4 million de dollars par les employés du ministère, et je doute fort que quiconque soit jamais pénalisé ou envoyé en prison pour mauvaise gestion des dépenses, pour détournement de fonds, ou pour quelque autre chose de ce genre. Cela m'étonne que... En fait, vous en avez